



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique sociale

Question au Gouvernement n° 31

Texte de la question

POLITIQUE GÉNÉRALE DU GOUVERNEMENT

M. le président. La parole est à M. Bruno Le Maire.

M. Bruno Le Maire. Monsieur le Premier ministre, cela fait soixante jours que vous et votre majorité exercez le pouvoir dans ce pays, soixante jours durant lesquels vous avez déployé une énergie considérable à défaire une à une, méthodiquement, toutes les mesures courageuses qui avaient été prises par Nicolas Sarkozy, François Fillon et leur majorité pour faire face à la crise et protéger les Français. *(Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et UDI. - Exclamations sur les bancs des groupes SRC, écologiste, RRDP et GDR.)*

Monsieur le Premier ministre, en soixante jours, on peut faire beaucoup. Vous avez fait le choix de tout défaire, ce n'est pas une politique pour la France.

M. Henri Jibrayel. Vous nous avez laissé des finances en faillite !

M. Bruno Le Maire. Vous habillez cela sous le couvert de la justice. Mais la justice ne se décrète pas, monsieur le Premier ministre, la justice, ce sont les Français qui en sont les seuls juges. *(Exclamations sur plusieurs bancs du groupe SRC.)*

Et les Français ne trouvent pas juste de devoir désormais payer des impôts sur leurs heures supplémentaires. Les Français ne trouvent pas juste de devoir acquitter des droits de succession sur un bien de 110 000, 120 000 ou 130 000 euros qu'ils ont acquis tout au long de leur vie et qu'ils voudraient transmettre à leurs enfants.

M. Marcel Rogemont. Ne confondez pas votre personne avec les Français !

M. Bruno Le Maire. Les Français ne trouvent pas juste que vous ayez supprimé la TVA anti-délocalisation, qui ne pesait que sur les importations, pour la remplacer par une augmentation de la CSG, qui pèsera sur tous les ménages français. *(Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et UDI.)*

Les Français ne trouvent pas juste, monsieur le Premier ministre, que vous ayez décidé de supprimer la franchise de trente euros sur l'aide médicale d'État alors que 40 % d'entre eux n'ont pas les moyens de se soigner correctement. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP. - Exclamations sur quelques bancs du groupe SRC.)*

Les Français ne trouvent pas juste, monsieur le Premier ministre, que vous accabiez publiquement de reproches la famille Peugeot plutôt que de prendre les décisions nécessaires et courageuses pour redresser la compétitivité de notre industrie automobile. *(Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes UMP et UDI.)*

Ma question est simple, monsieur le Premier ministre : quand prendrez-vous enfin les décisions constructives nécessaires qui permettront que votre redressement dans la justice ne se traduise pas par un appauvrissement généralisé des Français et par le déclin de la France ? *(Vifs applaudissements sur les bancs des groupes UMP et UDI.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Pierre Moscovici, *ministre de l'économie et des finances*. Monsieur Le Maire, je suis très heureux d'apprendre par votre bouche ce que les Français croient juste et ce qu'ils croient injuste.

M. Henri Guaino. Il faut les écouter !

M. Pierre Moscovici, *ministre*. Ce gouvernement, sous la responsabilité du Premier ministre, a mis en oeuvre une politique de redressement qui était indispensable.

Elle était indispensable parce que nous avons hérité d'un triple déficit : d'abord, un déficit de crédibilité

budgétaire massif qui fait du redressement des comptes publics un impératif ; ensuite, un déficit de croissance, d'emplois, car la France aujourd'hui est une France minée, touchée par le chômage ; enfin, un déficit de compétitivité avec un commerce extérieur qui s'est effondré au cours des dernières années.

Alors, oui, nous avons dû prendre ces mesures à travers un collectif budgétaire qui a voulu faire peser l'effort nécessaire pour redresser les comptes que vous nous avez laissés dans un état terriblement dégradé.

(Exclamations sur les bancs des groupes UMP et UDI.) Oui, terriblement dégradé, avec un déficit public de 5, 2 % en 2011 et qui aurait risqué d'atteindre 5 % encore en 2012 si rien n'avait été fait. *(Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste, RRDP et GDR.)* Et cet effort a été réparti dans la justice.

Je ne veux pas laisser dire certaines contrevérités, par exemple que les heures supplémentaires n'existeraient plus : elles existent toujours, nous ne les avons pas supprimées ! *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)* Ou encore que la TVA serait une bonne chose alors qu'elle affecte le pouvoir d'achat des couches populaires et des couches moyennes. *(Mêmes mouvements.)*

Nous sommes en train de réparer le mal que vous avez fait au pays. Demain, nous allons proposer une politique structurelle, notamment dans le cadre du projet de loi de finances pour 2013 qui visera la croissance, la compétitivité, l'emploi et aussi cette belle notion pour laquelle les Français nous ont fait confiance : la justice.

(Vifs applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste, RRDP et GDR.)

Données clés

Auteur : [M. Bruno Le Maire](#)

Circonscription : Eure (1^{re} circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 31

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Économie et finances

Ministère attributaire : Économie et finances

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [25 juillet 2012](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [25 juillet 2012](#)